

La nausée politique ou la caverne revisitée

Jean-Marc Levent

C'est tous les jours que la question se pose : à quel point ce qui est ne paraît pas réel pour que tous le supportent ? Ou ce que tous supportent n'est-il supportable qu'à la condition de ne plus passer aux yeux de personne pour réel ?

De l'argent. La ruine de la politique

Michel Surya

“Figure-toi des hommes dans une demeure souterraine, en forme de caverne, ayant sur toute sa largeur une entrée ouverte à la lumière ; ces hommes sont là depuis leur enfance, les jambes et le cou enchaînés, de sorte qu'ils ne peuvent bouger ni voir ailleurs que devant eux, la chaîne les empêchant de tourner la tête ; la lumière leur vient d'un feu allumé sur une hauteur, au loin derrière eux ; entre le feu et les prisonniers passe une route élevée : imagine que le long de cette route est construit un petit mur, pareil aux cloisons que les montreurs de marionnettes dressent devant eux, et au-dessus desquelles ils font voir leurs merveilles. Figure-toi maintenant le long de ce petit mur des hommes portant des objets de toute sorte, qui dépassent le mur, et des statuettes d'hommes et d'animaux, en pierre, en bois, et en toute espèce de matière ; naturellement parmi ces porteurs, les uns parlent et les autres se taisent. Ils nous ressemblent ; et d'abord, penses-tu que dans une telle situation ils n'aient jamais vu autre chose d'eux-mêmes et de leurs voisins que les ombres projetées par le feu sur la paroi de la caverne qui leur fait face ?”

Jamais, sans doute, n'avons nous été aussi proches de ces prisonniers qu'évoque Platon dans *La République* [1]. Prisonniers de l'ombre projetée par une classe politique déconsidérée sur la paroi de la démocratie. Il existe aujourd'hui une volonté de provoquer une nausée de la politique, de son usage et de sa pratique. Dans un article publié dans *Le Monde* [2], intitulé “Un regard critique sur la politique”, on constate que 44% des Français jugent que la démocratie ne fonctionne “pas très bien” ou “pas bien du tout”, accompagnent leurs commentaires de “méfiance”, “dégoût”, “d'ennui” et considèrent “qu'en règle générale, les élus et les dirigeants politiques sont plutôt corrompus”. Cependant il semble que le corps électoral n'envisage pas de trouver une solution par les urnes, comme le prouve le taux d'abstention au dernier référendum”. Paul Bacot rappelle à ce sujet que, “si responsabilité il y a, elle est celle des politiciens qui, pour toutes sortes de raisons, ont renoncé à leur fonction première : la fonction politisante” [3], qui suscite chez l'autre la politisation et “permet d'investir dans un débat, dans une bataille, les mobilisations capitalisées dans d'autres débats, lors d'autres batailles”. Cette indifférence est renforcée par le sentiment que les organisations politiques traditionnelles ont épuisé leurs possibilités historiques et sont devenues des organisations gouvernementales, dotées d'une culture commune.

Symbole de la pornographie politico-spectaculaire, l'affaire Méry-Strauss-Kahn et le financement occulte des partis politiques posent un problème à la démocratie, autrement plus important que celui de savoir si la repentance ou l'amnistie constituent les méthodes les mieux adaptées pour recouvrir d'un voile pudique la prévarication, la corruption et les emplois fictifs. Une fois de plus l'objectif recherché demeure le consensus. Comme le souligne Rancière : “Le consensus prétend faire régner la paix par un processus d'objectivation : à la place des sujets du conflit politique et des mots du conflit, il entend mettre des groupes sociaux et des problèmes bien identifiés, bien semblables à leurs noms” [4]. “Faire croire que la démocratie peut être consensuelle relève de l'imposture car elle n'existe que dans la dissension et l'affrontement. Une démocratie apaisée, pacifiée et non participative, ne saurait être un objectif mais est une aporie.

Pour illustrer cet état de fait, nous évoquerons deux événements qui se sont déroulés durant les mois de septembre et octobre derniers. Tout d'abord une grève de cinquante-huit représentants, pendant quatre semaines, au sein du groupe Hachette Livre, filiale du groupe Lagardère, en réaction contre neuf suppressions de postes et l'application, sans concertation préalable, d'un plan de restructuration commerciale, dont le but était de privilégier les chaînes de librairies (FNAC, Virgin, Extrapole, grands magasins...) et la concentration, au détriment d'un réseau de librairies indépendantes et de dimension plus modeste à faible rentabilité. Il fallut un mois de grève à ces salariés et une occupation d'une durée symbolique des locaux, pour se faire entendre et parvenir à un accord. Entre-temps fut convoqué l'arsenal féodal du refus de négocier par une direction générale autiste : la présence de vigiles destinés à interdire l'accès à certains lieux, la désinformation, les pressions etc. Dans le même temps, aux éditions Casterman, huit représentants, en moyenne vingt ans d'ancienneté chacun, sont licenciés pour “faute grave” à la demande du nouvel actionnaire, Flammarion. Cette machination les évince du plan social et les prive des indemnités légales de licenciement. S'ensuivent six jours de grève de la faim des intéressés, avec occupation des locaux (duvets étalés dans les couloirs moquetés d'un building cosu du XIe

arrondissement, assemblées générales dans les salles de réunion, visites régulières de soutien : familles, amis, délégations de maisons d'édition...) qui finissent par obliger la direction à négocier et à les réintégrer dans le plan social. Par une réponse extrémiste, inconcevable dans le milieu feutré du livre il y a encore quelques années, la grève de la faim, à une situation aberrante, le licenciement pour une "faute grave" non avérée, ces salariés ont dénoncé le rejet et l'objectivation du travailleur. Dans une lettre de soutien, rendue publique, Tardi écrit à Jacques Simon, p.d.g. de Casterman : "La faute grave existe-t-elle ? Très très très grave ? Gravissime ? Est-ce que la très grave faute n'est pas celle qui consiste à broyer des hommes ? C'est l'époque qui veut ça... et c'est grave !"

Les deux premiers groupes français d'édition, Havas et Hachette Livre composent à eux seuls un lieu de concentration de tous les métiers du livre, sous une forme cloisonnée et délocalisée : rédacteurs, correcteurs, libraires, techniciens, éditeurs, illustrateurs, manutentionnaires etc. Parmi eux, les représentants forment une catégorie professionnelle à part – parce qu'ils ne sont sédentaires – dont la tradition de lutte est absente. Ces événements sont d'autant plus inattendus qu'ils s'accompagnent pour les grévistes, de la suspension d'un mois de salaire et de l'interruption probable de perspectives de carrière au sein de l'entreprise.

D'un sujet démographique et sociologique, le salarié devient sujet politique par la lutte en refusant l'identité d'employé, qu'il pensait comme une identité d'assignation, voire de relégation. La violence de la domination économique appelle une violence émancipatrice et libératrice équivalente, de tous ceux désormais assimilés à des corps superflus et inutiles. Elle incarne un contre-mouvement, l'envers invisible et non médiatisé de la destruction de la politique par la logique libérale, et oppose un démenti au lamento simplificateur selon lequel il n'y a plus de politique ni de résistance. On assiste, en effet, depuis quelques mois dans certains secteurs de l'économie, au développement de la violence comme réponse visible et symétrique aux procédés du capitalisme dans sa forme la plus ensauvagée. Confronté à la l'indifférence que suscitent aujourd'hui fermetures de sites industriels, relevant de "la vieille économie", et plans sociaux, le personnel de quatre usines a décidé d'employer des moyens radicaux pour se faire entendre. Les salarié(e)s de Cellatex (Givet, fabricant de textile) ont menacé de verser de l'acide sulfurique dans la Meuse, celles de l'usine Bertrand Faure (Nogent-sur-Seine, fabrication de housse de sièges de voitures), de détruire les machines, et ceux d'Adelshoffen (Shiltigheim, brasserie de bière) et de Forgeval (Valenciennes, production d'acier), de faire sauter leur usine respective avec des bonbonnes de gaz et des bouteilles d'acétylène. Cette pratique de la violence politique se justifie comme l'ultime recours dont dispose le salarié, pour régler un différend né de l'expression de discours hétérogènes incompatibles (la connaissance et l'expérience en opposition aux "lois" de la productivité et de la rentabilité appliqués au vivant). Le préjudice subi ne peut être entendu et réparé, préalablement avec un souci d'équité, faute d'une règle commune acceptable par les deux parties en présence.

"Considère maintenant ce qui leur arrivera naturellement si on les délivre de leurs chaînes et qu'on les guérisse de leur ignorance. Qu'on détache l'un de ces prisonniers, qu'on le force à se dresser immédiatement à tourner le cou, à marcher, à lever les yeux vers la lumière : en faisant tous ces mouvements il souffrira, et l'éblouissement l'empêchera de distinguer ces objets dont tout à l'heure il voyait les ombres. Que crois-tu donc qu'il répondra si quelqu'un lui vient dire qu'il n'a vu jusqu'alors que de vains fantômes, mais qu' à présent, plus près de la réalité et tourné vers des objets plus réels, il voit plus juste ? Si, enfin, en lui montrant chacune des choses qui passent, on l'oblige, à force de questions à dire ce que c'est ?"^[5]

Le moment de rupture et de surgissement que représente alors la grève, comme conflit originel de la démocratie, ébranle l'édifice de l'ordre capitaliste et les fondements de la logique de domination, et contribue à faire renaître la politique. Non pas la politique comme dispositif institutionnel, ou système de production du consensus, fondé sur la mesure et la détermination du poids des opinions et des revendications, mais au contraire comme un lieu de tension irrémédiablement conflictuel, où s'opposent identification et subjectivation. Il n'existe, en effet, aucune raison inexorable pour démissionner et renoncer à imaginer, inventer et créer d'autres mondes possibles...

"Or donc, se souvenant de sa première demeure, de la sagesse que l'on y professe, et de ceux qui y furent ses compagnons de captivité, ne crois-tu pas qu'il se réjouira du changement et plaindra ces derniers ? Et s'ils se décernaient alors entre eux honneurs et louanges, s'ils avaient des récompenses pour celui qui saisissait de l'œil le plus vif le passage des ombres, qui se rappelait le mieux celles qui avaient coutume de venir les premières ou les dernières, ou de marcher ensemble, et qui par là était le plus habile à deviner leur apparition, penses-tu que notre homme fût jaloux de ces distinctions, et qu'il portât envie à ceux qui, parmi les prisonniers, sont honorés et puissants ? Ou bien, comme le héros d'Homère, ne préférera-t-il pas mille fois n'être qu'un valet de charrue, au service d'un pauvre laboureur, et souffrir tout au monde plutôt que de

revenir à ses anciennes illusions et de vivre comme il vivait ?^[6]

[1] - Traduction de R. Baccou p. 273. Garnier-Flammarion éd., Paris 1966.

[2] - 5 octobre 2000.

[3] - Pas de démocratie sans politisation. Le Monde du 29 septembre 2000.

[4] - Entretien avec D. Mouchard in Raisons politiques n°1. Institut d'Études Politiques de Paris éd., 1998.

[5]- op. cit. p. 274.

[6] - op. cit. p. 275.